

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

APPEL A CANDIDATURE n°0002/ARMP/CCP-BTP/20 du 17 décembre 2020
pour la catégorisation des entreprises de travaux relevant du
sous-secteur « Travaux Publics ».

1. CONTEXTE

Dans le cadre de l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics, le **Premier Ministre, Chef du Gouvernement** a fixé, par arrêté n°016/PM du 1^{er} février 2016, les modalités de catégorisation des prestataires dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

A ce titre, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics lance un appel à candidature pour la catégorisation des entreprises de travaux relevant du sous-secteur « Travaux Publics ».

2. OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

Le présent appel vise à catégoriser les entreprises de droit camerounais aptes à réaliser les prestations du sous-secteur considéré, dans l'une des cinq (5) catégories suivantes :

CATEGORIE	NIVEAU DE COMPLEXITE	ENTREPRISES CONCERNEES
A	Travaux de très grande envergure, quel que soit le niveau de complexité	Grandes entreprises qui emploient plus de deux cent (200) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à dix milliards (10 000 000 000) FCFA
B	Travaux de grande envergure ou d'un grand niveau de complexité	Entreprises qui emploient entre cent-un (101) et deux cent (200) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à un milliard (1 000 000 000) FCFA et n'excède pas dix milliards (10 000 000 000) FCFA
C	Travaux d'assez grande envergure ou d'un niveau de complexité relativement importante	Entreprises qui emploient entre vingt-une (21) et cent (100) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à cent millions (100 000 000) FCFA et n'excède pas un milliard (1 000 000 000) FCFA
D	Travaux de moyenne envergure ou de niveau de complexité intermédiaire	Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui emploient entre six (06) et vingt (20) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est supérieur à quinze millions (15 000 000) FCFA et n'excède pas cent millions (100 000 000) FCFA
E	Travaux de moindre envergure ou de faible complexité	Très Petites Entreprises (TPE) qui emploient au plus cinq (05) personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas quinze millions (15 000 000) FCFA

Les entreprises peuvent être qualifiées et classées dans une ou plusieurs catégories des domaines d'activités ci-après :

a- Routes ;

b- Ouvrages d'art.

3. COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CATEGORISATION

Le candidat devra présenter un dossier relié, comprenant deux volumes composés comme suit :

3.1. Volume 1 : Pièces administratives

Les pièces administratives ci-après, datées de moins de trois (03) mois, seront présentées :

❖ *Conformité du prestataire aux dispositions légales et réglementaires régissant l'accès à la commande publique*

1. une demande timbrée sur papier en-tête de l'entreprise adressée au Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
2. un certificat de non-exclusion (CNE) des Marchés Publics délivré par l'ARMP ;
3. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), mentionnant l'effectif du personnel et la masse salariale déclarée par le prestataire durant les trois derniers exercices ou depuis la création de l'entreprise, si cette dernière existe depuis moins de trois ans ;
4. une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
5. l'attestation de non-redevance, attestant que le contribuable est en règle avec l'Administration fiscale ;
6. deux (02) copies de la Déclaration Statistique et Fiscale des trois (03) dernières années ou depuis la création de l'entreprise, si cette dernière existe depuis moins de trois ans ;
7. le plan de localisation de l'entreprise signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège ;
8. la quittance de versement des frais d'examen des dossiers de candidatures comme suit :
 - catégorie A : 300 000 FCFA ;
 - catégorie B : 200 000 FCFA ;
 - catégorie C : 100 000 FCFA ;
 - catégorie D : 50 000 FCFA ;
 - catégorie E : 25 000 FCFA.

***NB** : Ces frais sont acquittés auprès de l'Agent Comptable de l'ARMP ou auprès des services administratifs et financiers des Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics.*

❖ *Structures administratives et techniques ainsi que du capital social :*

1. une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation au registre de commerce ;
2. le(s) certificat(s) de propriété assorti(s) de la quittance de reversement de la taxe foncière ou le(s) contrat(s) de bail.

3.2. Volume 2 : Dossier technique

Au plan technique, le candidat devra produire les pièces ci-après :

❖ ***Qualification et expérience des ressources humaines disponibles en permanence :***

Liste du personnel permanent de maîtrise et d'encadrement, suivant le formulaire n° 4 précisant leurs qualifications professionnelles dans le domaine concerné, assorties des justificatifs exigés à savoir :

- Curriculum vitae daté et signé par l'employé et les divers justificatifs d'expérience ;
- Copie du diplôme (ou équivalent) :
 - certifiée conforme par l'autorité administrative compétente (pour les diplômes de l'enseignement secondaire) ;
 - authentifiée par l'autorité académique l'ayant délivré (pour les diplômes de l'enseignement supérieur).

NB : *S'agissant des diplômes obtenus à l'étranger, les équivalences délivrées par le MINESUP sont requises.*

❖ ***Équipements techniques et moyens logistiques propres, en rapport avec le domaine d'activité du prestataire :***

- 1- la liste des moyens techniques et logistiques propres accompagnée des justificatifs correspondant suivant le formulaire n° 5 ;
- 2- la fiche descriptive des locaux administratifs et techniques (nombre et surface des bureaux du siège, et des succursales le cas échéant) suivant le formulaire n° 3.

❖ ***Degré de respect des normes de Qualité, d'Hygiène, de Sécurité et de l'Environnement (QHSE), conformément à la grille d'évaluation :***

- 1- Curriculum vitae du responsable du service QHSE ;
- 2- Logistique et matériel dédiés au QHSE.

NB : *Joindre les justificatifs.*

❖ ***Niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun, conformément à la grille d'évaluation :***

- 1- Procès-verbal des élections des délégués du personnel;
- 2- Assurance responsabilité civile de l'entreprise.

❖ ***Expérience et références des prestations réalisées au Cameroun :***

- 1- la liste détaillée des réalisations de l'entreprise dans le domaine d'activité sollicité durant les dix (10) dernières années suivant le formulaire n° 6 ;
- 2- les procès-verbaux de réception provisoire et/ou définitive ;
- 3- les copies des pages essentielles (celles relatives à l'objet, au montant, à l'identification des cocontractants) des marchés, conventions ou contrats exécutés dans le sous-secteur « Travaux Publics ».

Le dossier de candidature devra être accompagné des formulaires ci-dessous dûment remplis, datés et signés. Il s'agit de :

Formulaire 1 : Autorisation permanente de vérification des déclarations ;

- Formulaire 2** : Récapitulatif des pièces versées au dossier ;
Formulaire 3 : Fiche d'identification du candidat ;
Formulaire 4 : Liste du personnel permanent du candidat ;
Formulaire 5 : Liste du matériel technique et logistique propre du candidat ;
Formulaire 6 : Liste des expériences et références les plus pertinentes du candidat des 10 dernières années.

4. CRITERES D'EVALUATION

4.1. Critères de rejet :

- absence d'une pièce du dossier administratif ;
- fausses déclarations ou falsification des pièces ;
- absence de(s) certificat(s) de propriété assorti(s) de la quittance de reversement de la taxe foncière ou de(s) contrat(s) de bail ;
- absence d'un minimum de moyens logistiques et techniques exigé dans la plus petite catégorie du domaine d'intervention sollicité ;
- effectif du personnel technique permanent inférieur au minimum exigé par catégorie ;
- absence du plan de localisation de l'entreprise signé de son dirigeant, assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège.

4.2. Critères essentiels :

Les candidats seront évalués en deux (02) étapes :

- i. la qualification ;
- ii. la classification.

A cet égard, il sera tenu compte :

Pour la qualification :

- de la conformité du prestataire aux dispositions légales et réglementaires régissant l'accès à la commande publique ;
- des structures administratives et techniques ainsi que du capital social ;
- des équipements techniques et moyens logistiques propres, en rapport avec la ou les activités pour lesquelles le prestataire souhaite fournir des prestations (se référer au minimum exigé dans la plus petite catégorie du domaine d'intervention sollicité) ;
- de l'expérience et des références des prestations déjà réalisées au Cameroun ;
- de la qualification et de l'expérience des ressources humaines disponibles en permanence ;
- du plan de localisation de l'entreprise signé de son Dirigeant assorti des photos (façades externes) du bâtiment abritant le siège.

Pour les prestataires ayant moins de trois (03) ans d'existence, l'expérience et les références du promoteur ou des responsables techniques seront prises en compte lors de son évaluation.

Pour la classification :

- du ou des domaines d'intervention ;
- de la situation administrative (effectif du personnel et masse salariale) ;
- du chiffre d'affaires ;
- du niveau d'expertise du personnel technique permanent ;
- de l'importance des moyens techniques et logistiques ;

- du degré de respect des normes de Qualité, d'Hygiène, de Sécurité et de l'Environnement (QHSE) ;
- du niveau de respect de la législation du travail en vigueur au Cameroun ;
- du montant maximum des marchés ou contrats auxquels le prestataire peut soumissionner ;
- de l'expérience dans la réalisation des prestations concernées.

5. RETRAIT ET DÉPÔT DES DOSSIERS

Le dossier de candidature ainsi que les grilles d'évaluation peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès (i) de la Commission chargée de la Catégorisation des Prestataires du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (CCP-BTP), à l'immeuble siège de l'ARMP sis à Mballa II, Téléphone : 243 00 51 66, 697 17 37 70, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail : ccp-btp@armp.cm, (ii) dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics ou (iii) téléchargés sur les sites web armp.cm et categorisation.armp.cm.

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies devront être déposés, contre récépissé, au Service Courrier de l'ARMP, téléphone : 222 201 803, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble siège à Mballa II, ou dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics, entre 7heures 30 minutes et 15 heures au plus tard, heure locale, avec la mention:

«APPEL A CANDIDATURE n°0002/AAC/ARMP/CCP-BTP/20 DU 17 décembre 2020 POUR LA CATEGORISATION DES PRESTATAIRES RELEVANT DU SOUS-SECTEUR « TRAVAUX PUBLICS ».

NB : La date limite de recevabilité des dossiers de candidature est fixée au 29 janvier 2021.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires au présent appel à candidature peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès de la CCP-BTP, Téléphone : 243 00 51 66, 697 17 37 70, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail : ccp-btp@armp.cm, ou dans les Centres Régionaux de Régulation des Marchés Publics.

7. PUBLICATION DES RÉSULTATS

Les entreprises catégorisées seront informées des résultats par communiqué du Directeur Général de l'ARMP publié dans les organes de publication habilités et sur les sites web de l'ARMP et de la CCP-BTP.

Yaoundé, le 17 DEC 2020

Le Directeur Général



Joseph Ngo

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

CALL FOR CANDIDATURES n° 0002/ARMP/CCP-BTP/20 of 17 december 2020
for the categorisation of companies in the « Public Works ».

1. BACKGROUND

In order to improve the performance of the public contracts system, **the Prime Minister, Head of the Government** by Order No. 016/PM of 1 February 2016 laid down the terms and conditions for the categorization of service providers working in the Building and Public Works (BTP) sector.

In this regard, the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency hereby launches a call for candidatures for the categorization of companies in the « Public Works ».

2. SUBJECT OF THE CALL FOR CANDIDATURES

This call for candidatures aims at categorizing enterprises governed by Cameroon law capable of achieving works in the considered sub-sector, in one of the five (5) following categories:

CATEGORY	LEVEL OF COMPLEXITY	COMPANIES CONCERNED
A	Very large-scale projects, whatever be the level of complexity	Large companies that have more than two hundred (200) employees with an annual turnover before taxes higher than ten billion (10,000,000,000) CFA F
B	Large-scale projects or projects of a great level of complexity	Companies that have between one hundred and one (101) and two hundred (200) employees, with an annual turnover before taxes higher than one billion (1,000,000,000) CFA F and not greater than ten billion (10,000,000,000) CFA F
C	Fairly large-scale projects or projects of a relatively important level of complexity	Companies that have between twenty-one (21) and one hundred (100) employees, with an annual turnover before taxes higher than one hundred million (1,000,000,000) CFA F and not greater than one billion (1,000,000,000) CFA F
D	Medium-scale projects or projects of an intermediate level of complexity	Small and medium-sized enterprises (SME) that have between six (06) and twenty (20) employees with an annual turnover before taxes higher than fifteen million (15,000,000) CFA F and not greater than one hundred million (100,000,000) CFA F
E	Small-scale projects or low-complexity projects	Very small enterprises (VSE) which have a maximum of five (05) employees with an annual turnover before taxes not greater than fifteen million (15,000,000) CFA F

Companies can be qualified and classified in one or more categories of the activities sectors hereinafter:

a- Roads ;

b- Engineering structures.

3. COMPOSITION OF THE CATEGORIZATION APPLICATION FILE

The candidate should submit a bound file, comprising two volumes as follows:

3.1. Volume 1: Administrative file

The following administrative documents, not older than three (3) months old, should be submitted:

❖ *Compliance of the service provider with the legal and regulatory provisions governing access to public procurement.*

1. A stamped application on the official letterhead of the enterprise addressed to the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency;
2. Certificate of Non-Exclusion (CNE) from public contracts issued by ARMP;
3. Clearance certificate issued by the National Social Insurance Fund (CNPS), indicating the number of staff and the declared payroll by the services provider during the last three financial years or since the creation of the enterprise, if the enterprise was created less than three years ago;
4. Proof of solvency of less than ninety (90) days issued by the Registry of the Court of the place where the head office of the enterprise is located;
5. A debt clearance certificate, attesting that the tax payer is in good standing with the Tax Administration;
6. Two (02) copies of the Statistical and Tax Declaration of the three (03) last financial years or since the creation of the enterprise, if the enterprise has been created since less than three years;
7. Location plan of the enterprise signed by the Director with pictures of the head office (external views) attached.
8. A receipt of payment of fees for the examination of the candidature file as follows:
 - category A: 300,000 CFAF;
 - category B: 200,000 CFAF;
 - category C: 100,000 CFAF;
 - category D: 50,000 CFAF;
 - category E: 25,000 CFAF.

Note: these fees are to be paid to the Accounting Officer of ARMP or in the administrative and financial services of the Regional Centres for the Regulation of Public Contracts.

❖ *Administrative and technical structures, as well as the social capital:*

1. A certified true copy of the Matriculation Certificate in the Trade Register;
2. Certificate(s) of ownership including receipt of payment of the land tax or lease contract(s).

3.2. Volume 2 : Technical file

As concerns technical documents, the candidate should submit the following documents:

❖ *Qualification and experience of permanent staff:*

List of permanent supervisory and management staff, according to form no. 4 stating their professional skills in the given domain, as well as the supporting documents, namely:

- A curriculum vitae dated and signed by the staff member and the various documents justifying this work experience;
- Copy of the certificate (or equivalent):
 - signed by the competent administrative authority (for secondary school certificates);
 - authenticated by the competent academic authority (for higher education degrees).

Note: As concerns degrees obtained abroad, the equivalences delivered by MINESUP are required.

❖ *Personal technical equipment and logistics in relation to the domain of activity of the service provider:*

- 1- List of personal technical and logistics with corresponding justifying documents attached according to form No. 5;
- 2- The descriptive sheet of the technical and administrative sites (number and surface Domain of the offices of the head office and of branches where necessary) in accordance with form No. 3.

❖ *Degree of respect of Quality, Hygiene, Safety and Environment (QHSE) standards, pursuant to the evaluation scale:*

- 1- Curriculum vitae of the QHSE manager;
- 2- Logistics and equipment devoted to QHSE.

Note: Please attach supporting documents.

❖ *Degree of compliance with labour legislation in force in Cameroon, pursuant to the evaluation scale:*

- 1- Minutes of elections of staff representatives;
- 2- Third party liability insurance of the company.

❖ *Experience and references for services delivered in Cameroon:*

- 1- Detailed list of achievements of the enterprise within the given activity sector over last ten (10) years in accordance to the form No. 6;
- 2- Reports of provisional and/or final acceptance;
- 3- Copies of the main pages (those relating to the subject, amount, identification of contractors) of contracts and agreements executed in the "Public Works" sub-sector.

The candidature file should be accompanied by the following forms duly signed and dated. They are:

Form 1: Permanent authorization of verification of declarations;

Form 2: Summary of documents in file;

Form 3: Identification sheet of candidate;

Form 4: List of permanent staff of candidate;

Form 5: List of candidate's technical equipment and logistics;

Form 6: List of the most pertinent experiences and references of the enterprise of the last ten (10) years.

EVALUATION CRITERIA

3.3. Rejection criteria:

- absence of a document in the administrative file;
- false declaration or forged documents;
- absence of ownership certificate(s) with a receipt of payment of property tax or (a) lease contract(s);
- absence of a minimum of required logistics and technical equipment in the smallest category of the given sector;
- number of permanent technical staff less than the minimum required per category
- absence of the location plan of the enterprise signed by the Director with pictures of the head office building (external views) attached.

3.4. Essential criteria:

Candidates shall be evaluated in two (02) stages:

- i. Qualification;
- ii. Classification.

In this regard, the following shall be considered:

For qualification:

- compliance of the service provider with the legal and statutory provisions governing access to public procurement;
- administrative and technical structures as well as share capital;
- personal technical equipment and logistics in relation with the activities for which the service provider intends to provide service (refer to the minimum required of the domain of activity sought);
- experience and references of services already provided in Cameroon;
- qualification and experience of the permanently available human resources;
- location plan of the enterprise signed by the Director with pictures of the head office (external views) attached.

For service providers with less than three (3) years of existence, the experience and references of the promoter or of the technical officials shall be taken into account during its evaluation.

For classification:

- domain(s) of intervention;
- administrative situation (staff strength and payroll);
- turnover;
- level of expertise of permanent technical staff ;
- importance of technical equipment and logistics;
- level of compliance with Quality, Hygiene, Safety and Environmental (QHSE) standards;
- level of compliance with labour legislation in force in Cameroon;
- maximum amount of contracts for which the enterprise can bid;
- experience in the delivery of the services concerned.

4. WITHDRAWAL AND SUBMISSION OF FILES

The application file and the evaluation scales can be obtained daily during working hours from (i) the Commission in charge of the Categorization of Service Providers of the Construction and Public Works Sector, located at the head office of ARMP in Mballa II, Telephone: 243 00 51 66, 243 00 49 78, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail: ccp-btp@armp.cm, (ii) in the Regional Centres for the Regulation of Public Contracts or (iii) downloaded from the Commission's website (categorisation.armp.cm).

Application files prepared in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies must be submitted, against receipt, at the Mail Service of ARMP, telephone: 222 201 803, on the ground floor of the head office building in Mballa II, or in ARMP Regional Centres, between 7:30 am and 3:00 pm local time, with the indication:

"CALL FOR CANDIDATURES n° 0002/AAC/ARMP/CCP-BTP/20 OF 17 december 2020 FOR THE CATEGORISATION OF SERVICE PROVIDERS IN THE « PUBLIC WORKS » SUB-SECTOR.

Note: the deadline for the receipt of the candidature files is scheduled on 29 January 2021.

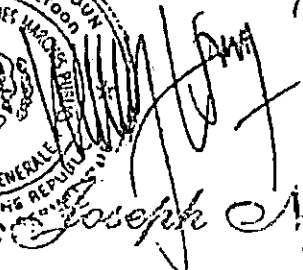
5. COMPLEMENTARY INFORMATION

Complementary information may be obtained every day during working hours from the Commission in charge of the Categorization of Service Providers of the Construction and Public Works sector, Telephone: 243 00 51 66, 697 17 37 70, 243 59 65 62, 243 73 36 49, E-mail: ccp-btp@armp.cm, or in the Regional Centres for the Regulation of Public Contracts

6. PUBLICATION OF RESULTS

Categorized companies shall be informed of the results by a release from the Director General of ARMP published in authorized publications and on the websites of ARMP and the Commission (www.armp.cm and categorisation.armp.cm).

Yaounde, 17 DEC 2020

Le Directeur Général

Joseph Ngo

